

A

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil des gouverneurs – Vingt-huitième session
Rome, 16-17 février 2005

PROGRAMME DES EXPOSÉS

1. Les délégués sont invités à entendre une série d'exposés explicatifs proposés en marge de la vingt-huitième session du Conseil des gouverneurs. Ces interventions permettront de favoriser le dialogue avec les membres du personnel du FIDA et de mieux faire connaître les diverses initiatives, activités et opérations du Fonds. Une brève description des exposés est jointe au présent document.

2. La rencontre aura lieu dans l'Aula Magna les mercredi 16 et jeudi 17 février 2005 dans l'après-midi. Les exposés dureront de 15 à 30 minutes chacun. Leur thème et leur horaire approximatif sont indiqués ci-après:

Mercredi 16 février 2005

14 h 30-14 h 50	L'action du FIDA face aux conséquences du tsunami
14 h 50-15 h 20	Lendemain de guerre
15 h 20-15 h 30	Début des travaux au nouveau siège du FIDA
15 h 30-15 h 50	Le portail pauvreté rurale
15 h 50-16 h 10	Programme conjoint - Fonds belge de survie (PC-FBS)
16 h 10-16 h 40	Agriculture biologique – une alternative intéressante pour les petits paysans? ¹
16 h 40-17 heures	Terres et gouvernance ¹

Jeudi 17 février 2005

14 h 30-14 h 50	L'action du FIDA face aux conséquences du tsunami
14 h 50-15 h 20	Lendemain de guerre
15 h 20-15 h 40	Terres et gouvernance
15 h 40-16 h 00	Le portail pauvreté rurale
16 h 00-16 h 20	Programme conjoint - Fonds belge de survie (PC-FBS)
16 h 20-16 h 50	Agriculture biologique – une alternative intéressante pour les petits paysans?
16 h 50-17 h 00	Début des travaux au nouveau siège du FIDA

¹ Si le temps manque mercredi après-midi, ces exposés seront reportés au jeudi après-midi.

BRÈVE DESCRIPTION DES EXPOSÉS**L'action du FIDA face aux conséquences du tsunami**

Le 26 décembre 2004, un séisme situé au large de l'Indonésie a provoqué dans l'océan Indien un raz-de-marée qui a largement touché les pays d'Asie et d'Afrique, et plus particulièrement l'Indonésie, le Sri Lanka, les Maldives, l'Inde et la Thaïlande. La mobilisation de la communauté internationale a été extraordinaire. L'aide humanitaire d'urgence à la région a atteint des niveaux sans précédent, et les pays ont pris d'importants engagements en matière d'aides publiques au développement afin de soutenir l'effort de relèvement et de reconstruction à plus long terme après la catastrophe.

Le FIDA a été étroitement associé aux évaluations entreprises par les pays sinistrés pour déterminer sur le terrain leurs besoins de reconstruction. Ces renseignements l'aideront à concevoir avec précision les activités qui seront appuyées par des prêts et des dons.

Les chargés de programmes du FIDA qui s'occupent des différents pays sinistrés donneront des indications sur l'état de pauvreté des zones touchées par le tsunami et sur l'action engagée par le FIDA pour faire face aux besoins. Ils répondront ensuite aux questions de la salle.

Lendemains de guerre

Un documentaire produit par le FIDA et diffusé pour la première fois par BBC World en octobre 2004 raconte l'histoire de trois personnes – Philippe, Cassien et Cassilde – qui tentent de se reconstruire après dix années de guerre civile au Burundi. À travers leur récit, le film explore le lien entre pauvreté et conflits armés, ainsi que le rôle du développement économique dans l'édification d'une paix durable. Il examine notamment le rôle joué par le FIDA dans la création de près d'un millier de comités de développement communautaire dans les communautés rurales pauvres de tout le pays.

Début des travaux au nouveau siège du FIDA

Les travaux de rénovation du nouveau siège du FIDA, via Paolo di Dono, ont débuté le 14 janvier 2005. Ce jour marque un grand pas en avant et un jalon important dans les 27 années d'existence du FIDA, puisqu'ainsi l'ensemble du personnel du FIDA pourra être regroupé dans un même bâtiment au début de 2007.

Grâce au soutien et à la générosité sans faille du Gouvernement italien, le nouveau siège du FIDA va devenir une réalité. L'engagement des autorités italiennes à fournir un nouveau siège au Fonds a été officiellement annoncé par le Gouverneur pour l'Italie le 18 février 2004 à la vingt-septième session du Conseil des gouverneurs.

Le 22 décembre 2004, le FIDA a signé le contrat préliminaire avec Pirelli & C. Real Estate, qui devra mener à bien les travaux de rénovation dans les prochains 22 mois. Le coût total des travaux est estimé à 25,4 millions d'euros pour un espace de 30 000 mètres carrés, soit 18 000 mètres carrés de bureaux et 12 000 mètres carrés de locaux techniques et espaces communs.

L'aménagement des espaces communs sera l'occasion de renforcer la dimension multiculturelle de l'environnement et de l'image du FIDA. En versant des contributions volontaires pour financer des éléments hautement visibles tels que salles de réunion, espaces communs et installations pour le personnel, les États membres encourageront l'entente internationale et contribueront à établir fermement le FIDA dans son rôle d'instance de partenariat véritablement mondial de ses États membres.

Le portail pauvreté rurale

Le portail pauvreté rurale est un site Internet mondial et plus interactif conçu pour aider à l'élimination de la pauvreté rurale en favorisant le partage de l'information et des connaissances et en assignant à la lutte contre la pauvreté rurale le rang d'une priorité planétaire.

Le portail mettra à la disposition des communautés de personnes les informations et les connaissances dont elles ont besoin pour éliminer la pauvreté rurale. Ce nouveau socle de la gestion de l'information et du savoir drainera une masse de données, de connaissances et de ressources provenant de toutes sortes de sources extérieures.

Il aidera le FIDA à remplir sa fonction catalytique en accroissant sa capacité à partager son savoir – un bien commun de l'humanité – et à devenir un passeur des savoirs sur la pauvreté rurale et un interlocuteur écouté capable d'influencer les politiques.

Programme conjoint - Fonds belge de survie (PC-FBS)

Le FIDA et le PC-FBS travaillent ensemble depuis 20 ans pour aider les ruraux pauvres de l'Afrique subsaharienne à être mieux portants et plus productifs. Leur partenariat vise à répondre aux besoins les plus élémentaires des populations pauvres: nutrition et santé familiales. Une fois que les gens sont forts et en bonne santé, ils sont mieux à même de tirer profit des projets de développement financés par les prêts du FIDA.

À ce jour, le FBS et le FIDA ont accordé des dons d'un montant total d'environ 135 millions de USD à 38 projets dans toute une série de pays: Angola, Burkina Faso, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Somalie (région du nord-ouest) et Tchad.

À l'occasion de son vingtième anniversaire, le FBS a publié une brochure intitulée *Apprendre en faisant* où sont mis en exergue les réalisations de ce partenariat exceptionnel entre le Fonds belge de survie et le FIDA ainsi que les enseignements tirés de 20 années d'action commune.

Agriculture biologique – une alternative intéressante pour les petits paysans?

Ces dernières années, le Bureau de l'évaluation du FIDA a fait deux évaluations thématiques sur l'agriculture biologique, pour l'Amérique latine en 2002, et pour la Chine et l'Inde en 2004. Il y a étudié le rôle de cette agriculture dans la réduction de la pauvreté rurale, en cherchant notamment à comprendre dans quels cas et dans quelles circonstances l'option «bio» devait être intégrée dans les concertations et les programmes de développement du FIDA. Les deux études, qui s'intéressent à la fois aux programmes de développement de l'agriculture biologique appuyés par le FIDA et aux initiatives indépendantes, révèlent que, le plus souvent, les paysans qui ont choisi le «bio» gagnent davantage, sont en meilleure santé, ont un niveau de vie plus élevé et des terres de meilleure qualité – puisque les méthodes biologiques, lorsqu'elles sont correctement appliquées, respectent l'environnement. En fait, l'agriculture biologique est tout particulièrement indiquée pour les paysans d'Asie les plus pauvres et marginalisés qui n'ont pas bénéficié de la Révolution verte.

Cependant, les petits exploitants doivent souvent surmonter maints obstacles avant de pouvoir devenir des producteurs certifiés de produits bio, à commencer par le coût élevé de la certification, l'absence de connaissances techniques et commerciales, le surcroît de main-d'œuvre nécessaire. Il faut également des mesures incitatives pour que les petits paysans puissent profiter de l'essor des marchés nationaux et internationaux du bio, dont le chiffre d'affaires annuel approche rapidement les 30 milliards de USD (pour les seuls produits biologiques ayant obtenu une certification

internationale). Fort de ces évaluations, le FIDA appuie maintenant des projets pilotes d'agriculture biologique en Amérique centrale et a révisé ses exposés des options et stratégies d'intervention par pays pour la Chine et l'Inde en ajoutant l'agriculture biologique aux options d'investissement ciblées sur la réduction de la pauvreté.

Les conclusions de ces évaluations intéressent un grand nombre de partenaires, dont le Gouvernement italien, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique, l'Association italienne des agriculteurs biologiques et la Banque mondiale. Des ateliers d'information ont été organisés pour les porter à la connaissance des spécialistes. Le prochain aura lieu à Washington (D.C.) le 23 février 2005.

Terres et gouvernance

Les chefs d'État du G-8, qui se réuniront en juillet à Gleneagles, en Écosse, ont cité la réforme agraire parmi les défis de la gouvernance. En fait, avec tout le courage politique que cela suppose, de nombreux pays prennent à bras le corps cette question dont ils savent l'importance primordiale pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. La Coalition internationale pour l'accès à la terre aide les gouvernements à organiser des tables rondes nationales et des processus participatifs (appelés partenariats LAND) qui permettront de formuler des politiques foncières et de définir les rôles dans la mise en œuvre. Cette initiative a été lancée dans quatre pays et, au vu de ses résultats initiaux, la coalition a été invitée à l'élargir à d'autres pays.